

<div data-bbox="387 280 898 425"> <p>Envoyé en préfecture le 26/05/2025  Reçu en préfecture le 26/05/2025  Publié le  ID : 083-218300317-20250526-D_2025_FIN_14-AR</p> </div> <div data-bbox="478 436 750 638">  </div>	<div data-bbox="1027 129 1337 248"> <p>REPUBLIQUE FRANÇAISE  LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE  DEPARTEMENT DU VAR  ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES</p> </div> <div data-bbox="1114 250 1241 421">  </div> <div data-bbox="1114 423 1249 472"> <p><b>LE CANNET DES MAURES</b></p> </div> <div data-bbox="970 526 1337 560"> <p>Décision JLL/MA/EG/FIN 2025-14</p> </div> <div data-bbox="970 613 1185 647"> <p>Nomenclature 3.3.2</p> </div>
--	--

## DECISION DU MAIRE

**LE MAIRE,**

*VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2212-2 et L 2215-1 ;  
VU la délibération du conseil municipal en date du 23 septembre 2020 portant délégation du conseil municipal à Monsieur le Maire (n°5) ;*

**CONSIDERANT** que la commune possède un logement rue du lavoir, hangar municipal 83340 Le Cannet des Maures.

**CONSIDERANT** que ce logement comprend une salle à manger, une cuisine, deux chambres, une salle de bain et un WC le tout faisant environ 70 m<sup>2</sup> ; et qu'il convient de rajouter une terrasse de 8 m<sup>2</sup> et un jardin de 200 m<sup>2</sup> (Local n°A8 selon la numérotation donnée par la mairie).

**CONSIDERANT** que logement est actuellement occupé par Monsieur [REDACTED], né le [REDACTED].

**CONSIDERANT** qu'il convient d'acter cette occupation par un contrat de location du logement.

### DECIDE

**DE CONCLURE** un contrat de location du logement susvisé avec M. [REDACTED], né le [REDACTED] pour 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2025 pour un loyer mensuel de 270.15 € (révision annuelle selon l'indice de référence des loyers du 4<sup>ème</sup> trimestre connu. Monsieur [REDACTED] est dispensé de verser un dépôt de garantie.

Le Cannet des Maures, le 26 mai 2025

~~Le Maire~~  
Jean-Luc LONGOUR

~~Le Maire~~  
Jean-Luc LONGOUR



**Délais et voies de recours:** La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulon 5, rue Racine, 83000 Toulon, via l'application informatique « Télérécoeurs citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecoeurs.fr](http://www.telerecoeurs.fr), ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.